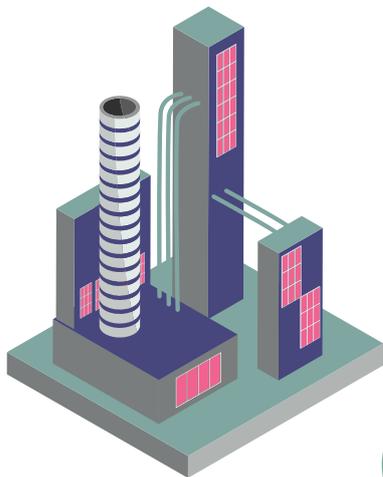




**Les Amis
de la Terre
France**

L'implication de la France dans les projets gaziers

**4 cas
symboliques**



RIO GRANDE LNG

D'une superficie d'environ 400 hectares, Rio Grande LNG s'étendra sur plus de 3 km et devrait comprendre 6 trains de liquéfaction et 4 réservoirs de stockage, afin de liquéfier et exporter plus de 100 millions de m³ de gaz chaque jour. Il deviendrait ainsi **un des plus gros terminaux méthaniers** au monde. Quant au double gazoduc Rio Bravo, il fera environ 225 km de long, et traversera les terres de 150 familles, jusqu'au carrefour de gaz d'Agua Dulce, connecté à huit autres **gazoducs reliés aux bassins de production de gaz de schiste** : le bassin Permien et celui d'Eagle Ford Shale.

IMPLICATION FRANÇAISE

Société Générale est un des deux conseillers financiers pour le projet avec le cabinet australien Macquarie Capital. Leur rôle est d'accompagner l'entreprise NextDecade dans le montage du projet, y compris dans **la recherche des 20 milliards de dollars de financements nécessaires**.

Une autre banque française, BNP Paribas, est également impliquée via un mandat de conseil financier dans un autre projet de terminal méthanier, Texas LNG, six fois moins gros que Rio Grande LNG mais également situé dans la vallée du Rio Grande près de la frontière mexicaine.

Cependant, reconnaissant les risques climatiques du gaz de schiste et des infrastructures centrées sur le gaz de schiste, BNP Paribas a annoncé le 11 octobre qu'elle ne financerait ni de pipelines ni de terminaux de LNG qui transportent, liquéfient et exportent majoritairement du gaz de schiste, et cesserait ses relations avec les acteurs centrés sur ce secteur.

En application de ces engagements, BNP Paribas ne devrait donc pas financer ni Texas LNG ni aucune autre terminal de GNL aux Etats-Unis - une forte opposition avec Société Générale que NextDecade décrit comme ayant "joué le rôle de chef de file dans le financement et le développement de tous les projets de GNL commandés en Amérique du Nord ».



LES RISQUES DU PROJET

Contrairement à BNP Paribas, **Société Générale nie l'origine du gaz et le fait que la construction de terminaux GNL entraînera une augmentation de la production de gaz de schiste outre-Atlantique.** Mais elle qualifie aussi le GNL de « source d'énergie amenée à jouer un rôle de plus en plus important dans l'industrie mondiale de l'énergie dans un contexte de transition énergétique », et le présente aux côtés de ses financements pour le développement des énergies renouvelables.

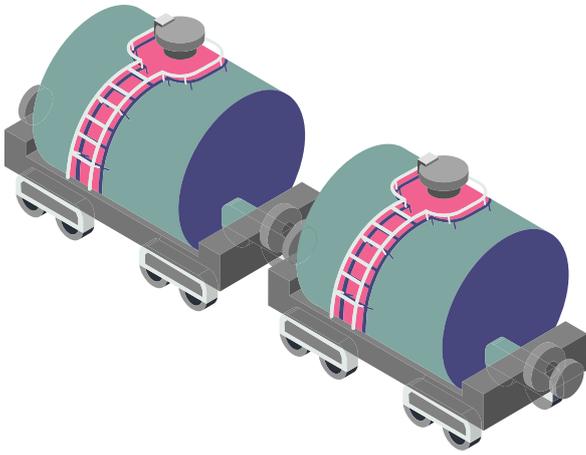
1. Pour en savoir plus, retrouvez l'étude de cas dont ce projet fait l'objet dans le rapport des Amis de la Terre France et d'Action Aid France - Peuples solidaires sur la loi française sur le devoir de vigilance et les négociations onusiennes pour un traité contraignant sur les multinationales et les droits humains : www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/rapport_multinationales_hd.pdf

L'impact sur le climat de ce terminal méthanier et du gazoduc sera pourtant considérable. Aux émissions directes équivalentes à 10 millions tonnes de CO₂ pour chaque année de fonctionnement s'ajoutent les pollutions en amont lors de la production et de l'acheminement des gaz de schiste, puis en aval, de l'exportation jusqu'à la combustion du gaz dans des centrales pour produire de l'électricité. Au total, **ce projet contribuera à émettre autant de CO₂ que 21 centrales à charbon, ou 44 centrales si on intègre les fuites de méthane sur toute la durée de cycle de vie du gaz.**

Rio Grande LNG présente aussi des risques d'atteinte grave aux droits, à la santé et à la sécurité des populations locales, majoritairement hispaniques ou latino-américaines et dont une grande partie vit déjà sous le seuil de pauvreté. L'économie locale, qui repose sur le tourisme et la pêche, est aussi mise en péril par ce projet. Enfin, situé au cœur du refuge Laguna Astascos, Rio Grande LNG menace le dernier grand habitat naturel écologiquement sensible au Texas. Ce refuge comprend huit espèces menacées mais aussi des milliers d'hectares de zones humides qui constituent une barrière naturelle contre les événements météorologiques extrêmes comme la tempête Harvey.¹

NOS DEMANDES

Société Générale doit renoncer à son mandat de conseil pour Rio Grande LNG et Rio Bravo et s'engager à ne plus financer ni de terminaux GNL ni aucune infrastructure centrée sur les gaz de schiste.



TRANS-ADRIATIC PIPELINE (TAP)

Le Trans-Adriatic Pipeline (TAP) est un tronçon de du Corridor gazier du Sud (SGC), permettant d'acheminer du gaz d'Azerbaïdjan vers l'Europe en passant par la Turquie, la Grèce, l'Albanie et l'Italie. Le TAP va de la frontière gréco-turque jusqu'à l'Italie. Son budget est estimé à 4,5 milliards d'euros, un dixième du coût projeté de tout le gazoduc. Les gisements de Shah Deniz en Azerbaïdjan sont censés injecter dans **le gazoduc 10 milliards de mètres cubes de gaz chaque année d'ici 2020**, avec un potentiel d'augmentation de la production jusqu'à 20 milliards. Depuis 2013, il est inclu dans la liste des « Projets d'Intérêt Commun » de la Commission Européenne.

IMPLICATION FRANÇAISE

La Banque européenne d'investissement (BEI) s'apprête à accorder le plus gros prêt de son histoire, soit près de **2 milliards d'euros**, au TAP. Le soutien d'un acteur public comme la BEI facilitera grandement la réalisation d'un tel projet en lui apportant une caution politique, ce qui attire dans un second temps les investisseurs privés. La France, en tant qu'actionnaire de la BEI, peut s'opposer au soutien financier public au TAP.

L'implication de la France dans le TAP ne se limite pas à la finance publique. La finance privée y joue aussi un rôle non-négligeable avec **Société Générale** comme **conseiller financier du projet**. **Son rôle est d'aider au montage du projet, y compris dans la recherche du milliard d'euros** de financement qui devrait être apporté par les banques privées.

NOTA

LES RISQUES DU PROJET

La durée de vie moyenne des infrastructures gazières est de 40 à 50 ans. Alors que l'UE est censée avoir atteint la neutralité carbone en 2050 et que le marché actuel est assez développé pour répondre à la demande², ce projet participerait au **verrouillage de son système énergétique, l'enfermant dans un avenir basé sur les énergies fossiles.**

Par ailleurs, le TAP aurait des impacts sociaux-économiques conséquents sur les communautés vivant proches du tracé du pipeline. Il menace aussi leurs droits avec de nombreuses infractions à la procédure de consultation constatées. **La résistance s'organise localement** : le chantier est actuellement retardé à la fois en Grèce et en Italie. Les habitants de Melendugno dans le sud de l'Italie, s'opposent aux travaux depuis 2016, sous la bannière « Né Qui, Né Altrove » (« Ni ici ni ailleurs »), aussi bien devant les tribunaux qu'à travers le blocage physique des engins de chantier.

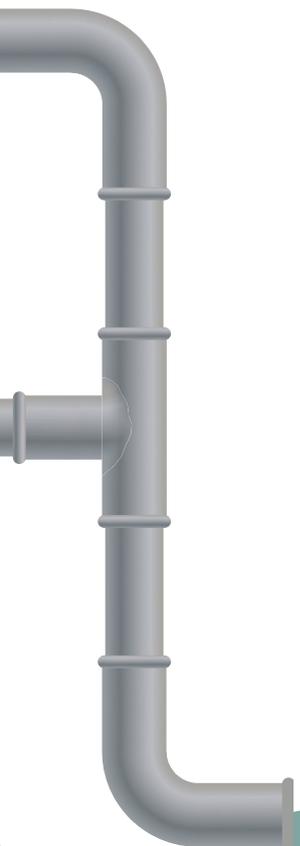
Via le SCC, l'Europe apporterait aussi une caution à l'Azerbaïdjan et au régime Aliev, **caractérisé par la corruption et des violations répétées des droits humains** depuis son accession au pouvoir.³ Le récent scandale du « Laundromat » (« Lessiveuse ») a révélé 16000 transactions effectuées par quatre sociétés offshore proches du régime, entre 2012 et 2014.⁴ Parmi les bénéficiaires des 2,5 milliards d'euros distribués, on retrouve le représentant bulgare, Kalin Mitrev, à la banque européenne de reconstruction et de développement (BERD)⁵, qui a dernièrement accordé un prêt de 500 milliards USD au TANAP, 2ème principal tronçon du SCC.

2 - www.energyunionchoices.eu/wp-content/uploads/2017/08/EUC_Report_Web.pdf

3 - www.hrw.org/world-report/2017/country-chapters/azerbaijan

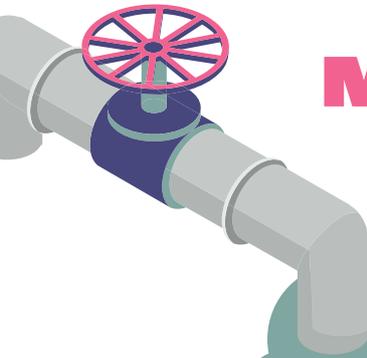
4 - www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/09/04/comment-le-monde-a-enquete-sur-la-strategie-d-influence-de-l-azerbaïdjan_5180966_4355770.html

5 - www.theguardian.com/world/2017/sep/07/bulgaria-to-investigate-azerbaijan-money-laundering-claims



NOS DEMANDES

- La France doit voter contre un prêt de 2 milliards d'euros par la BEI au TAP et demander l'arrêt de tout soutien de la BEI aux énergies fossiles dès 2018.
- Société Générale doit renoncer à son mandat de conseil pour le TAP et s'engager à ne pas financer de nouveaux gazoducs en Europe.



MIDCAT/STEP

Le MidCat/STEP (South Transit East Pyrenees) est un projet de gazoduc de 311 km entre la Catalogne et la France, visant à transporter du gaz dans les deux sens. Il va de Martorell en Espagne à la station de compression existante de Barbaira dans l'Aude. La partie française s'étend sur 120 km.

Selon la commission de régulation de l'énergie (CRE), ce projet coûterait au **total près de trois milliards d'euros** - dont plus de deux pour la partie française - pour créer des capacités représentant jusqu'à 15% environ des consommations de gaz en France et en Espagne. Le projet est porté par TIGF et GRTgaz côté français, et Enagas côté espagnol. Depuis 2013, il est inclu dans la liste des « Projets d'Intérêt Commun » de la Commission Européenne.

IMPLICATION FRANÇAISE

Étant donné que le projet est en partie sur le territoire français, le gouvernement est largement impliqué dans sa réalisation. Entre mars 2015, les présidents Rajoy et Hollande apportaient un soutien politique au projet et signaient une déclaration mentionnant l'intérêt stratégique d'une telle interconnexion.⁷ **GRTgaz étant une filiale d'Engie et TIGF étant détenu à 20% par EDF, l'État français est donc directement impliqué dans les choix économiques des ces acteurs.**

LES RISQUES DU PROJET

Ce projet n'est tout d'abord d'aucune utilité pour la France. Le CRE estime elle-même que "compte tenu de la capacité du système français à faire face à des crises d'approvisionnement, **MidCat n'a pas d'utilité pour la sécurité d'approvisionnement de la France.**"⁶ Des craintes concernant la viabilité économique du projet persistent, ce qui pourrait engendrer des coûts supplémentaires inutiles pour le consommateur. Ce projet est en fait largement poussé par l'Espagne qui cherche des débouchés pour ses terminaux méthaniers, dont les capacités sont largement supérieures à la demande intérieure en gaz.

Outre ses impacts sur le climat, le projet menace divers espaces naturels, dont des zones Natura 2000 en Espagne, ainsi que diverses zones agricoles de part et d'autres. D'importantes ressources en eau - aussi bien pour l'irrigation de champs que pour la consommation humaine - se verront ainsi affectées, avec les risques pour la santé publique que cela comporte.

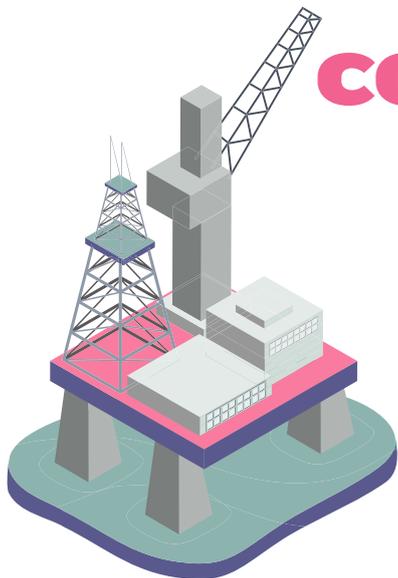
NOS DEMANDES

Le gouvernement français doit suivre les recommandations de la CRE et définitivement enterrer ce projet.

6 - www.cre.fr/documents/publications/rapports-thematiques/les-interconnexions-electriques-et-gazieres-en-france

7 - ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/revision%20for%20signature%20FR.pdf

CORAL LNG



Coral LNG est un complexe gazier offshore au large du Mozambique, dans le bassin du Romuva.

Ce projet en eaux profondes (2000 m) qui comprend une usine de liquéfaction flottante a pour objectif d'exporter le gaz sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL). Son coût total est estimé à 8 milliards de dollars. Opéré par plusieurs acteurs asiatiques et européens dont l'italien ENI qui en détient 50 %, ce projet achèterait de la technologie à l'antenne française de TechnipFMC

IMPLICATION FRANÇAISE

La banque publique d'investissement (Bpi), agence de crédit à l'exportation française, pourrait délivrer une garantie à l'exportation à l'entreprise TechnipFMC, impliquée dans la construction de l'usine de liquéfaction flottante. Étrange coïncidence : un des administrateurs de la BPI, qui garantit certes les projets décidés par l'État, est aussi membre du CA de TechnipFMC.

LES RISQUES DU PROJET

Ce projet est un réel danger pour le climat : il cumule tous les pires aspects de l'exploitation de gaz naturel. En associant exploitation en offshore profond puis processus de liquéfaction, son rendement énergétique est scandaleux par rapport aux gaz à effet de serre. Son évaluation sous-estime fortement le potentiel de réchauffement du méthane, ainsi que la quantité émise par les infrastructures en ignorant les potentielles fuites de méthane, qui peuvent atteindre jusqu'à 17% des émissions totales.⁸

Coral LNG présente des risques pour les communautés locales, dont les principaux revenus sont issus de ressources naturelles directement menacées par le projet (agriculture de subsistance, pêche). De plus, elles perdront les revenus générés actuellement par le tourisme, impacté par le niveau sonore élevé, le trafic de navires, la pollution et la destruction de récifs coralliens, jusqu'ici totalement préservés. En contrepartie, les populations locales ne bénéficieront probablement même pas des 350 emplois créés et ne pourront pas profiter de l'énergie produite puisque le GNL sera exporté vers d'autres pays, probablement vers les marchés asiatiques.

8 - Oliver Schneising et al., Remote Sensing of Fugitive Methane Emissions from Oil and Gas Production in North American Tight Geologic Formations, 2 EARTH'S FUTURE 548 (2014), onlinelibrary.wiley.com/store/10.1002/2014EF000265/asset/efi247.pdf

NOS DEMANDES

Dès cette année, en amont du sommet sur le climat et la finance, le gouvernement français doit renoncer à soutenir Coral LNG et étendre l'exclusion du charbon de tout soutien public à l'export aux autres énergies fossiles.

Contacts presse :

Lucie Pinson :

lucie.pinson@amisdelaterre.org

06 79 54 37 15

Cécile Marchand :

cecile.marchand@amisdelaterre.org

06 69 97 74 56



**Les Amis
de la Terre
France**